



# *Rapport annuel 2014*



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación

Photo de couverture: IE  
Conception: Susanna Pallarés

Rapport annuel 2014 de l'IE (PDF FR)  
978-92-95100-98-5

Pour consulter la version longue du rapport annuel  
rendez-vous sur: <http://go.ei-ie.org/activityreport2014>

Afin de produire un rapport complet pour le prochain Congrès mondial en 2015 (couvrant tout le travail effectué par l'IE entre 2011 et 2014), nous avons opté pour l'utilisation des priorités adoptées par le Bureau Exécutif fin 2011 comme trame pour ce rapport. Ainsi consistance et continuité seront assurées pour l'entièreté du rapport soumis au prochain Congrès mondial. L'accent sera particulièrement mis sur la mise en œuvre des résolutions passées par le Congrès mondial du Cap à partir du Rapport annuel 2012.

# *Table des matières*

*1 Introduction*

*2 Activités*

*3 Rapport financier*

*4 Aperçu des publications*

*5 Liste du Bureau exécutif  
et du personnel*



# 1. Introduction

2014 comptera probablement parmi les années les plus actives pour l'Internationale de l'Éducation (IE) et ses organisations membres. Que ce soit au travers de la mobilisation mondiale de la communauté enseignante dans le cadre de la campagne Uni(e)s pour l'éducation de qualité ou de la réaffirmation constante de notre plaidoyer à l'occasion de chaque forum important réunissant à la fois les dirigeant(e)s mondiaux/ales et l'ensemble de nos nouveaux partenaires engagés, la présence des enseignant(e)s s'est indubitablement fait ressentir dans l'arène des grands centres de décision politique aux quatre coins de la planète.

L'accomplissement de notre mission est d'autant plus remarquable que nous avons été confrontés à plusieurs défis particulièrement importants. Vous trouverez dans ce rapport un large aperçu des activités et initiatives menées par notre organisation en 2014, mais avant cela, je souhaiterais mettre en exergue un élément particulièrement important.

Au début de 2014, rien ne permettait de garantir qu'un objectif spécifique en faveur de l'éducation serait inclus dans la nouvelle série d'objectifs pour le développement durable. Malgré les progrès considérables réalisés dans le cadre des Objectifs du Millénaire en faveur de l'Éducation pour Tous et de l'éducation des filles, 60 millions d'enfants dans le monde ne sont toujours pas scolarisés. Nos revendications et notre plaidoyer devenaient dès lors critiques dans le cadre de la définition du programme post-2015 des Nations Unies pour le développement, et nous avons atteint notre but: un volet spécifique sera réservé à l'éducation parmi les objectifs post-2015.

Cette réussite, nous la devons, comme toujours, à nos affiliés et à nos organisations membres qui se sont mobilisés sous la bannière de la campagne Uni(e)s de l'IE. La vision positive de l'éducation de qualité pour tous que nous souhaitons véhiculer, l'hommage que nous tenons à rendre au travail accompli par nos membres sur le terrain, notre volonté indéfectible de faire parvenir notre message depuis les classes de cours jusqu'aux gratte-ciel des Nations Unies et de le diffuser dans les grandes capitales de notre monde, ont permis de renforcer le profil de l'IE et d'élever son statut au rang de principale organisation non gouvernementale représentant le secteur de l'éducation.

Jamais auparavant l'Internationale de l'Éducation n'aura été aussi unie dans son action.

Afin de soutenir leurs propres initiatives visant à améliorer l'éducation dans leurs pays, nos organisations membres ont répondu et adhéré au message lancé par la campagne, rappelant que si l'on souhaite bâtir un monde meilleur par le biais d'une éducation de qualité, il nous faut des enseignant(e)s de qualité, des outils et des ressources de qualité et des environnements pédagogiques de qualité.

L'IE jouit aujourd'hui d'un accès sans précédent aux gouvernements et aux organisations intergouvernementales à travers le monde. Mais défendre l'éducation de qualité suscite aussi la controverse. Nombreux sont les gouvernements et autres institutions qui soutiennent des projets visant à livrer les services d'éducation aux mains d'entreprises privées dont le seul objectif consiste à engranger un maximum de

bénéfices. La volonté de s'attaquer directement aux politiques mises en place par ces gouvernements et institutions, en épinglant leurs activités répréhensibles et en les dénonçant publiquement, constitue pour l'IE un défi majeur.

Toutefois, malgré notre intervention fructueuse dans la définition des objectifs des Nations Unies, nous terminerons cette année sans aucune garantie de voir l'éducation de qualité et le personnel enseignant inscrits au rang des priorités spécifiques pour le développement du secteur, lors de la finalisation du programme en septembre 2015. C'est là la tâche à laquelle nous devons nous atteler.

Mais nous ne sommes pas seuls. Le rôle crucial des enseignant(e)s, la nécessité d'embaucher des effectifs qualifiés et l'absence de financement adéquat de l'éducation de la part des gouvernements, constituent des enjeux largement admis et reconnus. L'IE a veillé à ce que ces différents paramètres forment le fondement même de son plaidoyer au sein de la communauté enseignante. Grâce à la position dominante de nos organisations affiliées, à leurs centaines de milliers de militant(e)s et millions de membres qui ont diffusé ce message aux quatre coins de la planète en 2014, nous n'avons jamais été mieux placés qu'aujourd'hui, en 2015, pour défendre les intérêts de l'ensemble des communautés enseignante et estudiantine.

Fred van Leeuwen  
Secrétaire général



## 2. Activités

Les cinq priorités qui ont orienté le programme de l'IE en 2014, adopté par le 6e Congrès mondial réuni en 2011 au Cap, sont les suivantes:

- 1 Protéger les écoles, les enseignant(e)s et les élèves contre les effets de la pauvreté, de la dette et des crises économiques
- 2 Contrecarrer les tendances à la déprofessionnalisation
- 3 Lutter contre les attaques ciblant les syndicats de l'éducation et les services publics
- 4 Poursuivre le programme en faveur des droits et de l'égalité
- 5 Renforcer l'IE et ses membres en vue de relever ces défis

Les première et la deuxième priorités reflètent les objectifs professionnels de l'IE. Ces derniers sont déployés au travers du développement de stratégies visant à mettre en œuvre le Document de politique sur l'éducation de l'IE et à obtenir et surveiller les engagements des gouvernements et de la communauté internationale en faveur de la réalisation des objectifs de l'Éducation pour Tous (EPT), notamment par le biais de la campagne Uni(e)s pour l'éducation de qualité.

Les troisième et la quatrième priorités s'intéressent aux attaques ciblant les syndicats de l'éducation, à l'érosion des normes démocratiques et sociales en général, ainsi qu'aux inégalités persistantes. Ces deux priorités appellent à une utilisation efficace des actions de plaidoyer internationales et nationales, et, plus particulièrement, des mécanismes de plaintes mis à disposition par les Nations Unies et les instances régionales, en vue de protéger les droits et le statut du personnel enseignant et des étudiant(e)s.

La cinquième et dernière priorité a pour ambition de renforcer la capacité des organisations membres de l'IE, par l'entremise de programmes de syndicalisation et de développement des capacités.



*Protéger nos écoles, nos enseignant(e)s et nos élèves contre les effets de la pauvreté et des crises économiques et de la dette*

**PRIORITÉ 1: Protéger les systèmes d'enseignement (publics), les enseignant(e)s et autres personnel éducatifs, les étudiant(e)s et les enfants contre les répercussions négatives de la dette et des crises économiques, et contre la mise en œuvre de mécanismes de marché néfastes**

La première priorité s'intéresse essentiellement aux effets désastreux de la crise économique mondiale sur l'éducation, aux tendances alarmantes à la commercialisation du secteur et au rôle crucial que jouent les organisations représentant la communauté enseignante dans l'instauration de l'Éducation pour Tous. Alors que les retombées de la crise continuent à se faire ressentir dans bon nombre de régions du monde, où les gouvernements nationaux s'efforcent de maintenir la viabilité et la pérennité de leurs systèmes d'éducation publics et de leurs politiques éducatives, les dirigeant(e)s de notre monde se sont engagé(e)s à définir de nouveaux objectifs pour le développement post-2015. Tous ces enjeux ont incité l'IE et ses affiliés à rester actifs à l'échelle mondiale et dans de nombreuses régions.

**UNI(E)S POUR L'ÉDUCATION DE QUALITÉ**

La campagne Uni(e)s pour l'éducation de qualité a permis d'étayer et de renforcer les revendications des organisations membres de l'IE en faveur de l'éducation de qualité pour tou(te)s, en insistant tout particulièrement sur la qualité de l'enseignement, des outils pédagogiques et des environnements scolaires. Cette vision que nous défendons nous permet de bénéficier du soutien d'un large éventail d'organisations extérieures, comme les Nations Unies et l'UNESCO, et d'aider les organisations membres à déployer leurs programmes à l'échelon national. Face aux tentatives de certains pays de délimiter les Objectifs du Millénaire pour le développement et de discréditer, par conséquent, leurs fondements mêmes, notamment en confiant les élèves à du personnel enseignant non



© IE

qualifié uniquement pour répondre aux quotas définis par les statistiques en matière de scolarisation, nous avons réaffirmé la valeur de l'éducation et interpellé ceux/celles qui la dénigrent.

En Amérique du Nord, nos affiliés ont joué un rôle central dans cette campagne, notamment au travers de l'aide apportée dans le cadre de l'organisation et du déroulement d'événements d'importance majeure. Au printemps, la ville de Montréal a accueilli un sommet de l'IE chargé d'évaluer les progrès de la campagne et de partager des stratégies visant à garantir l'inclusion de l'éducation de qualité, gratuite et universelle parmi les objectifs pour le développement post-2015. Au cours des présentations, débats et autres séances en sous-groupes, les affiliés de l'IE venus du monde entier, ainsi que diverses organisations partageant des objectifs apparentés, ont eu l'occasion d'échanger des informations et leurs propres expériences, avant de définir des stratégies.

Suite aux événements majeurs organisés sous la bannière de la campagne Uni(e)s dans cinq pays répartis sur cinq continents, l'IE a exhorté l'Assemblée générale des Nations Unies à inscrire les trois piliers de l'éducation de qualité - enseignement de qualité, outils pédagogiques de qualité et environnements scolaires de qualité - au programme mondial pour le développement. La Prési-



© IE

dente Susan Hopgood, le Secrétaire général Fred van Leeuwen et sept enseignant(e)s en provenance du monde entier ont présenté à la nigériane Amina J. Mohammed, Conseillère spéciale pour la planification du développement post-2015 auprès du Secrétaire général des Nations Unies, un coffret en bois réalisé à la main pour marquer la clôture de la campagne, contenant un message demandant de faire figurer l'éducation sur la liste des objectifs pour le développement post-2015.

Vu le soutien massif exprimé par les organisations membres, le renforcement des partenariats, les relations de collaboration avec la communauté enseignante et les avancées significatives en faveur de ses objectifs, le Bureau exécutif de l'IE a décidé de poursuivre la campagne au travers d'une nouvelle mission. Après avoir défini une «Phase II» de la campagne, le Bureau exécutif a décidé de continuer à privilégier les questions de qualité dans le processus post-2015 et a promis un effort supplémentaire de la part de l'IE pour analyser les caractéristiques de la commercialisation et de la privatisation de l'éducation dans le monde, aux fins d'établir un rapport sur cette thématique.

Nombreux sont les pays africains qui ont soutenu la campagne Uni(e)s par le biais d'activités telles que la mobilisation interne et

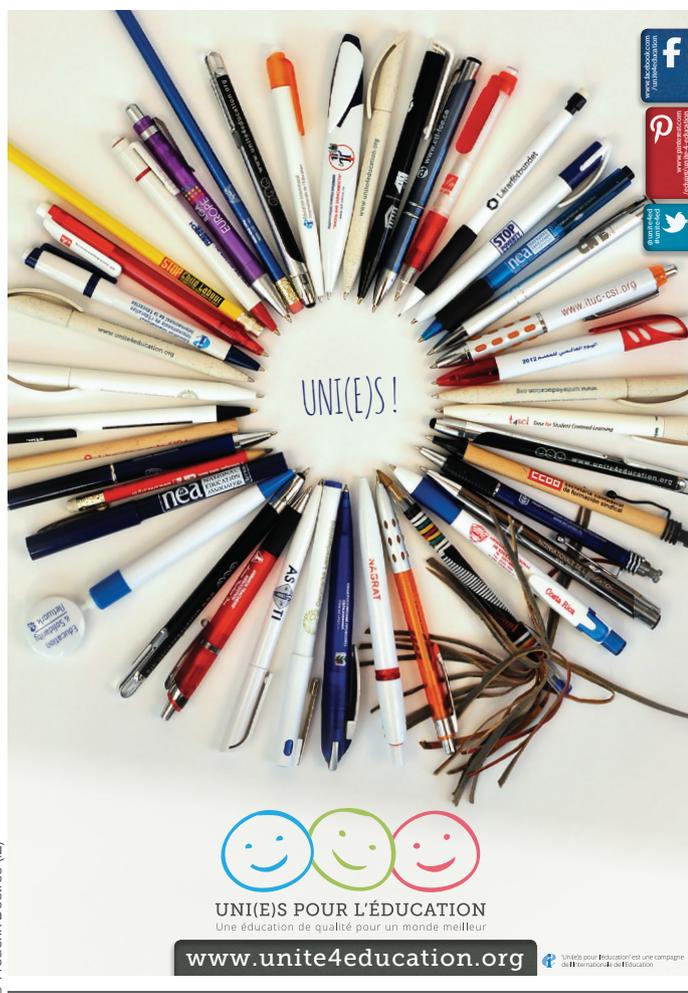


© IE

des réunions avec des représentant(e)s des autorités et d'autres parties prenantes. Lors de l'événement de clôture organisé à Pretoria en Afrique du Sud, les affiliés de pays voisins comme le Lesotho, la Zambie, ou encore le Zimbabwe, ont participé à des marches et à des rassemblements dans les rues.

Cinq syndicats basés dans les pays arabes ont participé à la conférence de la campagne Uni(e)s, réunie à Montréal au mois de mai. Il s'agit d'une étape importante pour marquer davantage leur implication dans les initiatives de l'IE centrées sur les différents aspects de l'éducation, notamment par la création d'une page Facebook de la campagne, permettant aux syndicats de partager leurs points de vue et leurs expériences.

L'IE a mené des consultations auprès des organisations partenaires de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) dans la région d'Asie-Pacifique, en vue de revendiquer une augmentation du financement de l'éducation, et a parrainé un séminaire régional consacré à l'éducation de qualité, organisé sous la bannière de la campagne Uni(e)s. Les séminaires nationaux organisés au Cambodge et au Népal ont été l'occasion de mettre en avant toute une série de priorités et d'élaborer des plans d'action. Au Cambodge, la *National Educators' Association for Development*



© Frederik Destree (IE)

a mené une campagne destinée à mettre en exergue l'importance des enseignant(e)s à l'occasion de la Journée mondiale des enseignant(e)s. Plusieurs autres séminaires ont été organisés aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Vanuatu, aux Kiribati et aux Îles Salomon.

Les affiliés européens ont participé activement à la campagne Uni(e)s déployée en Europe et ont soutenu les organisations membres dans leur lutte contre l'incidence des mesures d'austérité

et des coupes budgétaires opérées dans le secteur de l'éducation. Le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), la région européenne de l'IE, a lancé une campagne d'engagement adressée aux candidat(e)s à l'élection du Parlement européen, au cours de laquelle près d'une centaine d'entre eux/elles, parmi les plus haut placé(e)s, ont promis que l'Union européenne (UE) défendrait l'éducation de qualité et refuserait toute approche susceptible de faire payer au secteur les conséquences de la crise économique.

En Amérique latine, les affiliés ont organisé des activités sous la bannière de la campagne Uni(e)s dans plusieurs pays, dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Honduras, le Pérou, la République dominicaine et le Salvador. Toujours dans le cadre de la campagne, la région a conduit une recherche sur le degré de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et a organisé, en septembre, une réunion régionale d'évaluation de l'EPT en Argentine. A cette occasion, les responsables syndicaux/ales en provenance de toute la région ont exigé conjointement un accroissement des investissements dans l'éducation.

Le *Caribbean Union of Teachers* -organisation faitière pour les affiliés de l'IE dans la région- a organisé son championnat d'athlétisme bisannuel autour du thème de l'unité régionale, sous la bannière de la campagne Uni(e)s. L'importance d'adopter une approche holistique de l'éducation a été mise en avant dans un rapport vidéo demandé par l'IE pour l'occasion.

## ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE (EPE)

L'IE a continué de plaider en faveur d'une amélioration du statut professionnel et des conditions de travail du personnel de l'EPE. L'instance dirigeante de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté des directives politiques visant à promouvoir le travail décent pour cette catégorie professionnelle. L'IE a organisé une conférence à Vienne intitulée « EPE de haute qualité », offrant aux organisations membres une plate-forme pour partager leurs expériences. L'étude sur la privatisation au sein de l'EPE, analysant les tendances et l'incidence du phénomène dans 14 pays a été clôturée. L'IE a également plaidé, avec succès, en faveur de l'inclusion d'un objectif pour l'EPE dans la stratégie de l'UNESCO

et dans les recommandations actuelles des Nations Unies pour l'après-2015.

Nombreux sont les syndicats d'enseignants qui accordent la priorité à l'EPE, rappelant qu'elle constitue le fondement d'une éducation de qualité. Les rapports de nos coordinateurs/trices affilié(e)s indiquent que les organisations membres partagent dans une large mesure leurs stratégies, leurs expériences et leurs projets, en s'intéressant tout particulièrement aux enfants vulnérables.

### CRISE ÉCONOMIQUE

L'IE a publié et diffusé un guide d'information sur la justice fiscale, expliquant en détail les mécanismes utilisés par les multinationales pour éviter de payer leur part équitable d'impôts. Ce guide propose également plusieurs initiatives pouvant être mises en œuvre par les organisations membres pour s'informer et mener ou rejoindre des campagnes ayant pour but de garantir que les gouvernements disposent des ressources nécessaires pour financer des services publics de qualité, dont l'éducation.

### EDUCATION POUR TOUS

Au travers de sa campagne Uni(e)s et de ses autres activités de plaidoyer, l'IE et ses affiliés n'ont cessé de faire pression sur les Nations Unies et les gouvernements nationaux pour garantir que l'éducation soit inscrite au rang des priorités du nouveau programme pour le développement et l'éducation post-2015. L'UNESCO a publié une proposition pour l'éducation post-2015 qui, dans une large mesure, correspond aux priorités spécifiques de l'IE.

Dans un même temps, le Groupe de travail ouvert des Nations Unies dédié au développement durable a décidé de définir un objectif spécifique pour l'éducation. L'IE et l'UNESCO ont lancé une « Initiative mondiale des enseignant(e)s pour améliorer l'éducation », dont l'objectif consiste à aider les syndicats à mener leurs évaluations des systèmes éducatifs. Dans le cadre de son plaidoyer stratégique visant à accorder une place centrale à la réalité vécue dans les classes au sein du débat mondial sur l'éducation, l'IE a procédé à une évaluation mondiale de l'Education pour Tous, menée par les enseignant(e)s. Cette démarche inédite a permis à des milliers d'affiliés de l'IE de disposer d'un canal direct pour



partager leurs opinions et leurs expériences avec les preneurs de décision.

Les travaux se sont poursuivis pour aider les enseignant(e)s à élaborer du matériel de lecture de qualité destiné à améliorer la compréhension des matières et les compétences linguistiques des élèves des écoles primaires rurales moins bien dotées, où les élèves manquent de manuels scolaires et sont le plus souvent pris en charge par un personnel enseignant peu ou pas qualifié, n'ayant

généralement ni la capacité ni les ressources pour improviser des supports pédagogiques alternatifs.

Les bureaux régionaux ont continué à promouvoir le document politique de l'IE, à le traduire dans de nombreuses langues et à diffuser l'enquête en ligne.

Les nombreuses activités menées par les organisations membres ont contribué à mieux intégrer l'éducation à la citoyenneté dans le secteur, notamment en ce qui concerne la culture scolaire et la participation des élèves à la société, le soutien aux enseignant(e)s et à la direction, les évaluations, la participation des élèves et des parents au milieu scolaire et d'autres thèmes tels que les programmes scolaires.

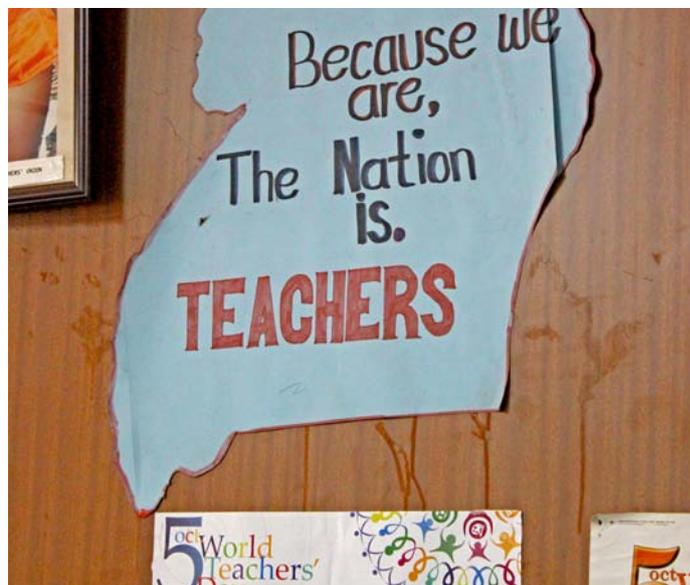
## ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La Conférence sur l'enseignement supérieur, organisée à Bruxelles en novembre, a demandé à l'IE d'intensifier la pression et de multiplier ses campagnes pour promouvoir un enseignement supérieur et une recherche de qualité, en tant que biens publics. Pour y parvenir, il est indispensable de prévoir un financement public adéquat, de préserver les institutions contre toute pression extérieure, de garantir les libertés académiques des universitaires et de leur offrir des conditions d'emploi décentes.

Le groupe de travail en charge de l'enseignement supérieur dans le cadre du Dialogue social sectoriel européen pour l'éducation a poursuivi ses travaux en cours sur l'égalité des genres, tout en se penchant sur les questions de recrutement et de carrière des jeunes chercheurs/euses.

## DIRECTION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Il est désormais largement reconnu que la qualité des équipes de direction est un facteur déterminant pour la bonne ou mauvaise performance des établissements scolaires, si bien que ce volet demeure une priorité majeure de l'IE aux niveaux mondial, régional et national. La direction des établissements scolaires figurait parmi les principaux thèmes développés au Sommet international sur la profession enseignante, accueilli cette année à Auckland, en Nouvelle-Zélande. L'UNESCO a, par ailleurs, commencé à travailler sur



cette question en partenariat avec des entreprises mondiales. L'IE prépare actuellement un document politique complet sur la direction des établissements scolaires, qui devrait permettre d'aider les organisations membres à promouvoir les droits syndicaux et professionnels des chefs d'établissements.

Les bureaux régionaux ont continué à instaurer le dialogue concernant la direction des écoles entre les responsables politiques, les professionnel(le)s sur le terrain et les universitaires.

## DIALOGUE SOCIAL

L'IE a lancé un programme majeur destiné à transmettre aux syndicats de 10 pays les compétences nécessaires à la promotion du dialogue social institutionnalisé dans le secteur de l'éducation.

La promotion du Dialogue social sectoriel européen pour l'éducation s'accompagne de discussions sur les opportunités offertes aux partenaires sociaux pour aider au renforcement des compétences et contribuer à l'amélioration des conditions de travail du personnel enseignant et de la direction des écoles. Les partenaires sociaux sectoriels européens pour l'enseignement supérieur se



© IIE

sont penchés en priorité sur les trois domaines suivants: égalité des genres, environnement de travail des chercheurs/euses en début de carrière et mobilité du personnel universitaire au sein l'Europe.

Pour l'Amérique latine, 2014 aura été une année essentielle en ce qui concerne l'avancée de travaux visant à renforcer la capacité des syndicats de l'éducation et leur permettre de proposer un modèle alternatif à celui imposé par le néolibéralisme. Le Movimiento Pedagógico a pour objectif de créer un nouveau réseau politique chargé d'apporter des réponses à un modèle d'activité néolibéral transformant les fondements mêmes de nos sociétés, en cherchant à exploiter commercialement l'éducation et à en tirer des bénéfices.

## COMMERCE ET ÉDUCATION

L'IE a poursuivi sa surveillance des négociations commerciales internationales afin de garantir que l'éducation et d'autres services publics essentiels soient exclus des dispositions susceptibles de favoriser leur privatisation et leur commercialisation. L'IE suit également de près les négociations commerciales régionales et, aux côtés de ses affiliés européens et américains, a exigé, dans une

lettre adressée au Président Obama et au Président de la Commission européenne Barroso, que l'éducation soit exclue des accords de commerce.

Au niveau régional, les affiliés ont participé, avec plusieurs partenaires, à des ateliers consacrés à la justice sociale, en vue de définir des stratégies de plaidoyer. Ils ont également rencontré les négociateurs à propos des services évoqués dans les différents accords de commerce, en vue de faire part de leurs inquiétudes à l'Union Européenne lors des réunions des parties prenantes portant sur les négociations.

## ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELS

Le Groupe de travail de l'IE dédié à l'enseignement et la formation professionnels (EFP) a continué de soutenir les travaux de l'organisation dans ce secteur de l'éducation, notamment dans le cadre de la participation de l'IE au processus de révision des recommandations de l'UNESCO concernant l'enseignement technique et la formation professionnelle. Les principaux travaux étaient axés sur l'amélioration du statut de l'EFP et de l'apprentissage et sur les enseignant(e)s et formateurs/trices dans ces secteurs.

## Contrecarrer les tendances à la déprofessionnalisation

### PRIORITÉ 2: Promouvoir la condition du personnel enseignant, améliorer les normes professionnelles et les conditions de travail, et contrecarrer les tendances à la déprofessionnalisation

La deuxième priorité consiste à soutenir le travail de plaidoyer de l'IE, au nom de ses organisations membres, auprès des instances intergouvernementales et non gouvernementales. L'IE a porté ses revendications auprès de l'UNESCO, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), le G8, le G20 et le Sommet international sur la profession enseignante.

La deuxième priorité porte également sur des activités destinées à faire avancer le programme professionnel auprès des gouvernements nationaux et de la communauté internationale. L'accent a été mis en particulier sur les qualifications professionnelles, les pénuries d'enseignant(e)s et la détérioration des conditions de travail et d'emploi dans le secteur de l'éducation.

### ENSEIGNANT(E)S EN DÉBUT DE CARRIÈRE

L'IE a adopté l'expression «enseignant(e) en début de carrière» pour désigner les effectifs récemment diplômés ou agrégés ayant terminé la formation initiale requise et entrant dans leurs premières années de service.

Dans le cadre du Réseau de syndicalisation de l'IE (OrgNet), un groupe de travail se consacre spécifiquement à la mobilisation et au recrutement des nouveaux/elles membres et des enseignant(e)s en début de carrière. Le groupe a examiné les structures et les activités actuelles qui leur sont destinées, avant de dresser une courte liste des priorités pertinentes émises par les affiliés. Une séance en



sous-groupe pour les jeunes femmes syndicalistes a été organisée en avril, à l'occasion de la Conférence mondiale des femmes, réunie à Dublin.

### APRÈS-2015

Alors que se rapproche à grands pas la date à laquelle les instances des Nations Unies adopteront les nouveaux objectifs mondiaux pour le développement durable post-2015, les organisations du monde entier déploient tous leurs efforts pour tenter d'influencer le processus - l'IE se montrant la plus active à cet égard.

Dès le coup d'envoi du processus, l'IE a proposé un objectif séparé pour l'éducation de qualité et a demandé de prendre des engagements spécifiques concernant le personnel enseignant qualifié. Au cours de cette période, l'IE et ses affiliés ont contribué activement au processus et ont engagé un plaidoyer direct pour garantir que ces priorités soient prises en compte dans la proposition finale.

Si les Nations Unies n'adopteront les propositions finales qu'en automne 2015, le plaidoyer en faveur de l'éducation s'est d'ores et déjà révélé fructueux, puisque ce volet est repris dans les projets de décisions depuis l'été 2014. L'IE se félicite de l'inclusion



© IE

de l'objectif spécifique «Éducation de qualité, inclusive et équitable pour tous» et en particulier de la cible connexe portant sur l'achèvement de l'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité. Il s'agit là d'un signal indiquant clairement que la communauté internationale reconnaît l'importance de l'éducation et souhaite aller au-delà des engagements pris actuellement pour l'enseignement primaire. L'objectif inclut également des cibles spécifiques concernant la qualité de l'éducation pré-primaire, de l'enseignement professionnel, de l'enseignement post-secondaire et de l'alphabétisation des jeunes et des adultes.

D'autres éléments particulièrement importants pour l'IE, tels que les objectifs en lien avec les qualifications des effectifs, la question du genre, ainsi que la sécurité et la non-violence dans les environnements scolaires, supposent un élargissement du concept d'éducation de qualité et font partie des priorités de la campagne Uni(e)s.

L'IE s'est également efforcée de garantir que les priorités pour l'éducation soient inscrites au programme du mouvement des femmes, afin d'orienter le cadre pour le développement durable post-2015. A l'occasion d'une réunion stratégique organisée par le Centre pour le leadership mondial des femmes et la Coalition internationale pour la santé des femmes, l'IE a gagné le soutien en

faveur d'un objectif spécifique pour l'éducation. L'IE a également désigné une membre fondatrice du Comité directeur de la Coalition des femmes post-2015 et a plaidé dans les hautes sphères en faveur de l'inclusion d'un objectif «Éducation à la citoyenneté mondiale» dans le programme pour le développement de l'éducation post-2015.

Les organisations membres de l'IE au Bangladesh, en Corée du Sud, en Indonésie, au Japon, au Sri Lanka et en Thaïlande ont été invitées à faire pression sur leurs autorités respectives en vue d'inclure l'objectif en faveur de l'éducation dans le programme post-2015 pour le développement. Des représentant(e)s de l'IE ont participé à la réunion ministérielle organisée dans le cadre de la Conférence régionale sur l'éducation de l'UNESCO pour la région d'Asie-Pacifique et ont réclamé davantage de fonds pour l'éducation post-2015 des enfants les plus vulnérables, ainsi qu'un renforcement des trois piliers de l'éducation de qualité - enseignement, outils et environnement.

## PRIVATISATION

L'IE a commandité une analyse systématique de l'économie politique de la privatisation ainsi qu'une note d'information sur la syndicalisation dans le secteur privé de l'éducation. L'organisation a



© IE

conçu un projet mondial intitulé «Une réponse mondiale à la commercialisation de l'éducation» dans le cadre de la Phase II de la campagne Uni(e)s et collabore avec la Campagne mondiale pour l'éducation, et d'autres partenaires, à la rédaction d'un rapport argumenté sur la privatisation.

Ce plaidoyer conjoint a permis d'étayer le rapport des Nations Unies «Privatisation et droit à l'éducation», présenté à l'Assemblée générale en octobre. Une mobilisation mondiale, régionale et nationale, collaborative et cordonnée devrait permettre de faire pression sur les principales parties prenantes pour s'attaquer à la question de la privatisation et de la commercialisation.

## ENSEIGNEMENT DE QUALITE

Outre la qualité des outils et des environnements pédagogiques, celle de l'enseignement demeure elle aussi un pilier de la campagne Uni(e)s, laquelle offre l'occasion aux enseignant(e)s syndicalistes du monde entier de se trouver au centre des débats sur les composantes essentielles du développement durable.

Parmi les activités régionales, citons notamment les conférences sur le rôle des syndicats d'enseignants, des gouverne-



© IE

ments et des prestataires de services d'éducation privés dans des domaines tels que le développement rapide des TIC, les innovations dans les pratiques pédagogiques, l'investissement dans l'éducation, les enjeux liés à l'enseignement orienté sur les tests et l'utilisation biaisée des tests normalisés pour l'évaluation des normes en matière d'enseignement.

Le Bureau de l'IE en Amérique latine (IEAL) a conduit une recherche sur l'évaluation normalisée des enseignant(e)s et des étudiant(e)s dans 12 pays d'Amérique latine.

## CONDITION DES ENSEIGNANT(E)S

L'année 2014 aura marqué la création et la mise en œuvre de la première enquête de l'IE sur le statut des enseignant(e)s, englobant également le personnel de soutien à l'éducation. L'objectif de cette enquête était de recueillir l'avis des affiliés de l'IE sur des questions telles que les conditions d'emploi, les salaires, les libertés syndicales et académiques.

Les initiatives régionales comptaient notamment des conférences sur le statut des enseignant(e)s et leurs conditions d'emploi, ainsi que des campagnes de motivation destinées à encourager

rager les enseignant(e)s à promouvoir le professionnalisme et l'amélioration des formations et des conditions de travail.

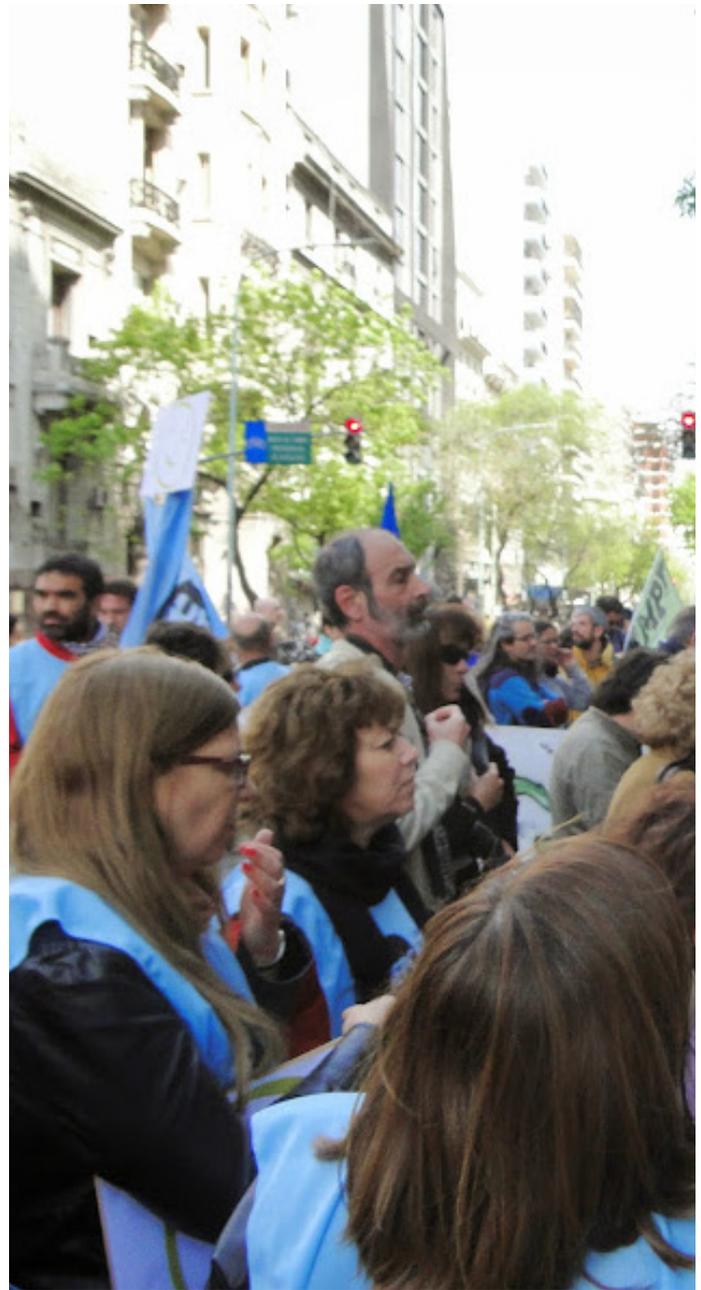
### FORMATION DES ENSEIGNANT(E)S

Le projet Educateurs/trices de qualité (Quality Ed) déployé en Afrique s'est vu décerner le Prix UNESCO Hamdan bin Rashid Al-Maktoum 2013-2014, récompensant les pratiques et performances exemplaires pour améliorer l'efficacité des enseignant(e)s. Le projet n'a cessé de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation en renforçant le développement professionnel des enseignant(e)s et des équipes de direction. Le Secrétaire général Fred van Leeuwen et Oxfam Novib se sont vu remettre la prestigieuse récompense en présence des partenaires du projet au Mali et en Ouganda.

Les affiliés européens demandent instamment d'accorder une plus grande priorité au personnel enseignant dans les prochaines stratégies de la Commission européenne pour l'UE et de définir, en particulier, un critère de référence pour le développement professionnel continu des enseignant(e)s. Le CSEE a également adopté une résolution sur l'avenir de la profession enseignante et, avec ses partenaires, a réussi à faire pression sur les parlementaires européen(ne)s. Résultat, les qualifications du personnel enseignant seront désormais mieux reconnues dans d'autres pays de l'Union européenne.

En ce qui concerne le développement des capacités, l'IE et quelques partenaires de la Coopération au développement collaborent avec certains syndicats basés dans les pays arabes, afin de répondre à leurs besoins dans différents domaines, tels que le développement des compétences en matière de direction, les politiques éducatives publiques, la négociation et les droits des femmes.

En Amérique du Nord, les affiliés ont engagé le dialogue avec les autorités gouvernementales concernant l'amélioration de la préparation professionnelle du personnel enseignant et ont créé des bases de données avec des partenaires, destinées à fournir à leurs membres des plans de leçon et des méthodes de partage des bonnes pratiques appliquées dans les classes.



## Lutter contre les attaques ciblant les syndicats de l'éducation et les services publics

### PRIORITÉ 3: Lutter contre les attaques ciblant les syndicats de l'éducation et leurs membres, notamment en matière de liberté d'association, de droits à la négociation collective et de libertés professionnelles

Parmi ses principales activités, l'IE a soutenu les affiliés dont les droits civils et syndicaux sont compromis, via le plaidoyer, le développement des capacités, la communication et le lobbying. Des activités importantes ont été menées sous l'égide de l'Unité Solidarité et Coopération au développement. Cette initiative s'appuie sur une résolution du Bureau exécutif portant sur la défense de la liberté syndicale et de la négociation collective, ainsi que sur les résolutions du Congrès de l'IE appelant à l'organisation de campagnes pour des pays spécifiques (par exemple, l'Afghanistan, l'Algérie, la Birmanie, la Colombie, la Corée, Djibouti, l'Éthiopie, l'Iran, l'Irak, les Philippines, le Soudan et la Turquie).

### DÉFENSE DES DROITS SYNDICAUX

L'IE a travaillé sans relâche pour dénoncer les violations des droits fondamentaux des travailleurs/euses. Plusieurs représentant(e)s de ses affiliés ont participé à la 103e session de la Conférence internationale du Travail. Au cours de l'évaluation de la situation dans une douzaine de pays, la conférence a fait en sorte que les questions en lien avec le personnel du secteur de l'éducation soient examinées. L'IE a officiellement demandé à l'OIT de poursuivre ses efforts en vue d'intégrer de manière plus formelle toutes les composantes de ses travaux menés dans le domaine de l'éducation.

Dans la foulée des préparatifs liés à l'enquête de l'OIT sur les relations de travail dans les services publics et de l'étude de l'IE sur les mécanismes du dialogue social dans le secteur de l'éducation, une délégation de l'IE a participé au Forum de dialogue mondial de l'OIT sur les services publics. Cette dernière était composée de représentant(e)s de syndicats affiliés au Canada, aux États-Unis,



© Amnesty International

Mahdi Abu Dheeb, Président de la *Bahrain Teachers' Association*.

au Royaume-Uni, au Sénégal et de la présidence du Conseil des syndicats du Pacifique.

En Afrique, l'IE est intervenue dans des cas de violations des droits humains et syndicaux au Burkina Faso, au Cameroun, à Djibouti, au Lesotho, aux Maldives, au Nigeria, en Somalie et au Swaziland. D'autre part, plusieurs ateliers régionaux consacrés aux mécanismes de protection des droits syndicaux ont été organisés pour les affiliés durant la conférence régionale. Les affiliés de l'IE au Botswana et au Mali ont participé à une formation consacrée aux compétences requises pour mener à bien le dialogue social et ont été sensibilisés aux différentes mesures mises en place au niveau légal pour protéger les droits des travailleurs/euses.

L'IE a apporté son soutien aux affiliés basés dans certains pays arabes pour les aider à défendre leur droits. En Irak, par exemple, l'IE a fait part de ses inquiétudes concernant les retards systématiques dans le paiement des traitements du personnel enseignant et a appelé le gouvernement à verser les arriérés de salaire à l'en-



semble des effectifs, en particulier ceux travaillant dans les zones de conflit armé au Nord du pays. L'IE a longuement travaillé avec ses affiliés au Liban et en Palestine pour faire respecter les droits syndicaux et récupérer les salaires impayés.

Au Bahreïn, l'IE a continué à faire pression pour obtenir la libération de Mahdi Abu Dheeb, Président du syndicat affilié dans le pays. L'IE a organisé dans la région divers ateliers consacrés au développement des capacités à l'intention de ses organisations membres, dont les affiliés en Egypte, en Jordanie, au Koweït, au Maroc et en Tunisie. Un atelier consacré au développement des capacités en matière de droits syndicaux a également été organisé durant la conférence sous-régionale, réunie en décembre.

Dans la région d'Asie-Pacifique, les affiliés ont aidé à conduire l'enquête sur les droits syndicaux et les normes du travail applicables au personnel enseignant au Népal. L'IE a soutenu ses membres et alerté la communauté internationale suite à l'escalade de la violence dirigée contre des organisations syndicales légitimes en Corée du Sud. Plusieurs cas de violation des droits syndicaux aux Fidji, aux Îles Salomon et aux Kiribati ont incité l'IE

à organiser des ateliers dans ces pays. L'IE a également identifié des partenaires avec lesquels mener des actions pour mettre un terme à de graves violations des droits humains au Myanmar, comme le travail des enfants, le travail forcé, ou encore les restrictions imposées aux libertés politiques par les forces armées. L'IE a organisé des ateliers destinés à renforcer le plaidoyer et à soutenir les syndicats d'enseignants basés dans les îles du Pacifique, qui luttent depuis des années pour obtenir de la part des autorités la pleine reconnaissance de leurs droits syndicaux. Des ateliers de formation consacrés aux mécanismes de protection des droits syndicaux ont été organisés au Cambodge, en Malaisie, en Indonésie et au Sri Lanka. L'IE a continué de surveiller la situation des droits syndicaux en Chine et a conduit une enquête visant à déterminer le degré de collaboration de ses affiliés avec le personnel enseignant en Chine.

En ce qui concerne l'Europe, l'IE a attiré l'attention sur les répercussions des mesures d'austérité sur les droits syndicaux en Espagne et en Grèce et a interpellé les gouvernements de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), de la Hongrie, du Kosovo, de la Moldavie et de l'Ukraine. Les procès en cours de syndicalistes en Turquie ont été étroitement surveillés. L'IE a également collaboré avec d'autres organisations de la société civile et le programme de l'OIT pour l'éradication du travail des enfants, et a notamment participé à de nombreuses initiatives du Conseil de l'Europe portant sur les discours d'incitation à la haine et l'éthique en matière d'éducation.

En Amérique Latine, les affiliés ont poursuivi leur engagement à promouvoir la justice sociale pour tou(te)s, au travers du respect des droits humains, et ont activement représenté les organisations membres, dont plusieurs continuent à opérer dans un climat de répression politique, caractérisé par la violation systématique des droits humains et syndicaux. En 2014, l'IEAL a aidé les organisations membres en Equateur, au Honduras et au Paraguay à utiliser les mécanismes de plainte mis en place par l'Organisation internationale du Travail. L'IE a suivi de près les disparitions et les assassinats d'élèves suivant une formation d'enseignant à Iguala, au Mexique. L'IE a également soutenu ses affiliés à Haïti, pays où le personnel de l'éducation lutte pour obtenir un salaire décent.

## Poursuivre le programme en faveur des droits et de l'égalité

**PRIORITÉ 4: S'attaquer à l'érosion des valeurs démocratiques et sociales, à l'inégalité entre hommes et femmes, à l'intolérance raciale et la xénophobie, en promouvant les droits humains, l'égalité et les droits syndicaux pour des sociétés durables**

### DROITS DES ENFANTS

L'IE continue de s'atteler activement à l'élimination du travail des enfants et à la promotion de l'éducation de qualité. En coopération avec ses affiliés en Albanie, au Mali, au Maroc, au Nicaragua, au Sénégal, en Turquie et au Zimbabwe, l'IE est parvenue à multiplier le nombre de zones exemptes de travail des enfants dans les régions où des mesures globales ont été mises en place pour s'attaquer non seulement à ce fléau, mais aussi au problème de la pauvreté et du sous-emploi.

L'IE a renforcé sa coopération avec la Marche mondiale contre le travail des enfants, dont le Président Kailash Satyarthi est co-lauréat du Prix Nobel de la Paix avec Malala Yousafzai. L'IE a également formé un partenariat avec la coalition *End Child Slavery* afin de demander à la communauté internationale de prendre des mesures pour mettre un terme aux pires formes de travail des enfants, notamment l'enrôlement d'enfants-soldats et le recours à l'esclavage infantile.

En Afrique, les affiliés se sont montrés particulièrement actifs dans le déploiement de leurs initiatives pour lutter contre le travail des enfants au Mali, au Maroc, en Ouganda et au Zimbabwe. Un atelier international de formation a été organisé au Mali, au cours duquel les parties engagées dans la lutte contre le travail des enfants, représentant les syndicats, la société civile ou le gouvernement, ont discuté de solutions pratiques.

Dans la région d'Asie-Pacifique, des activités ont été menées en Inde pour promouvoir l'éradication du travail des enfants, sen-



sibiliser la population au sort des travailleurs/euses domestiques et défendre leur droit à l'éducation. Le Bureau régional de l'IE en Asie-Pacifique (IEAP) a également fait pression pour empêcher le recrutement des enfants et du personnel enseignant durant la récolte du coton en Ouzbékistan. Les organisations membres dans la région ont formulé des recommandations spécifiques pour s'attaquer au problème du travail des enfants.

En Europe, l'affilié de l'IE en Turquie revendique un renforcement de la protection des droits de l'enfant, afin de prévenir le mariage précoce, enseigner des programmes scolaires en langue maternelle, lutter contre la détention des jeunes et éviter l'abandon scolaire en période de récolte. Des initiatives ont également été lancées pour dénoncer le recours au travail des enfants au sein des communautés de réfugiés syriennes.

En Amérique latine, un affilié nicaraguayen a pris des mesures pour éliminer le travail des enfants au sein de la communauté de Matagalpa. L'IE a également collaboré avec ses affiliés en Bolivie pour s'opposer à la nouvelle loi controversée abaissant l'âge minimum d'admission au travail.

### CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'IE a poursuivi ses travaux destinés à mettre en œuvre la résolution sur le changement climatique et le développement durable,



© E

consciente que les objectifs mondiaux en faveur de l'éducation et du développement vont de pair avec la mise en place d'une politique environnementale efficace.

A l'occasion de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable, la Présidente de l'IE Susan Hopgood a présenté les initiatives constructives lancées par les Nations Unies pour promouvoir l'éducation au développement durable et a déclaré qu'il était encourageant de constater que ce volet avait été inclus à la fois dans les recommandations du Groupe de travail ouvert des Nations Unies concernant les objectifs pour le développement durable post-2015 et dans l'Accord de Mascate de l'UNESCO.

L'IE a formé un partenariat avec l'UNESCO et le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale, à l'occasion d'un atelier chargé d'examiner des recommandations visant à obtenir un soutien gouvernemental pour améliorer l'éducation au développement durable.

## ÉGALITÉ DES GENRES

La deuxième Conférence mondiale des femmes de l'IE, réunie à Dublin, a accueilli des participant(e)s issu(e)s de 84 pays. Organisée dans le but d'examiner en détail les pratiques syndicales qui contribuent à garantir davantage d'égalité entre les hommes et



© E

les femmes au sein des syndicats et de l'éducation, la conférence a abouti à toute une série de recommandations clés préconisant la poursuite des travaux de l'IE dans le domaine de l'égalité des genres. D'autres réunions organisées aux quatre coins de la planète, notamment la 58e session de la Commission de la condition de la femme, ont formulé des recommandations concernant, entre autres, le recrutement et la rétention des jeunes enseignant(e)s, en l'occurrence des femmes, leur participation aux activités syndicales et la promotion de la sécurité dans les écoles.

En Afrique, les affiliés de l'IE ont participé à une formation visant à permettre aux femmes qui dirigent des syndicats de briguer des postes à responsabilités et d'instaurer l'égalité des genres dans les syndicats. Les affiliés ont aussi abordé la question des grossesses précoces et non désirées, considérées comme un obstacle à la fréquentation scolaire des filles et à l'achèvement de leur cycle d'études. Au cours des différentes sessions organisées avec les affiliés à travers le continent, des projets de formation ont été développés pour aider les femmes à se montrer plus assertives et confiantes, à combiner les responsabilités familiales et syndicales avec les activités professionnelles, et à mener des audits de genre dans les syndicats.

Dans la région d'Asie-Pacifique, des dirigeant(e)s en provenance de l'Inde, du Népal et du Sri Lanka ont participé à un projet

du Réseau des femmes, en vue de partager des témoignages de réussites et discuter des défis à relever. Des réunions d'évaluation et de planification ont été organisées en collaboration avec des partenaires de l'Unité Coopération au développement des syndicats membres en Norvège et en Suède, deux affiliés en Inde et six au Sri Lanka. L'essentiel de la discussion était axé sur le recrutement de jeunes femmes au sein des syndicats pour notamment occuper des postes décisionnels et renforcer leur rôle.

La promotion de l'égalité des chances pour tous au sein de la région européenne, quels que soient le genre, l'orientation sexuelle, la religion, les croyances, l'appartenance ethnique, l'âge ou le handicap, reste l'une des priorités majeures du CSEE. Les questions examinées au cours de l'année sont notamment l'intégration de la diversité, l'égalité des genres au sein des syndicats, l'inclusion des migrant(e)s, le handicap et l'éducation adaptée aux personnes handicapées ou ayant des besoins spéciaux. Les activités étaient soutenues par des recherches sur des thématiques telles que l'impact de la crise sur l'égalité des genres dans le secteur de l'éducation.

Dans une région telle que l'Amérique latine, où près de 80 pour cent du personnel de l'éducation est constitué de femmes, renforcer les syndicats signifie, avant tout, renforcer le leadership des femmes au sein de leurs organisations. Parmi les nouvelles thématiques abordées lors des réunions organisées dans la région, citons l'intégration d'une perspective transversale en matière d'égalité des genres dans les politiques publiques, afin de pouvoir aborder la question des droits sexuels et reproductifs, ainsi que la santé et la sécurité des femmes. Parmi les demandes stratégiques identifiées, soulignons de nouvelles formations pour contribuer à l'autonomisation des femmes, une évaluation étendue sur 10 ans du réseau des femmes avec des affiliés partenaires de Suède et de Norvège, ainsi que la poursuite du soutien aux syndicats pour accroître la participation des femmes aux activités de l'IE.

## DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES

L'IE est convaincue que les syndicats de l'éducation et les enseignant(e)s ont un rôle à jouer en considérant les représentant(e)s des communautés autochtones comme des



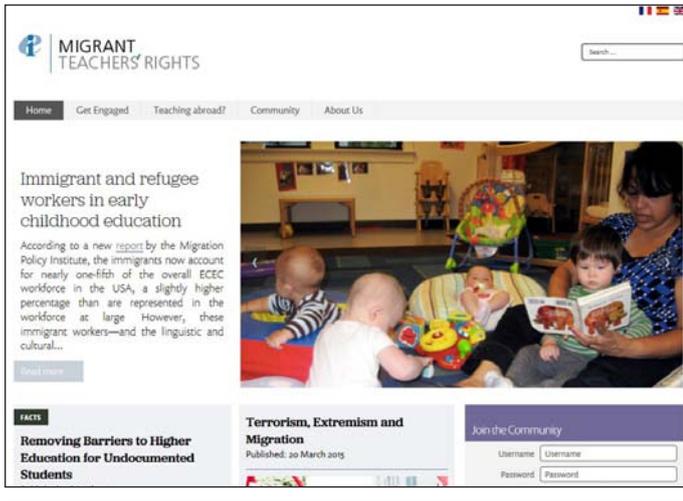
partenaires égaux dans les discussions et les processus décisionnels en lien avec l'éducation.

L'éducation de qualité permet d'autonomiser les enfants autochtones et de renforcer leur aptitude à exercer leurs droits civils, d'influencer les processus politiques et d'appréhender certaines questions sensibles et urgentes telles que la pauvreté, la santé et le développement durable.

Depuis 2009, l'IEAL est à la tête d'un processus destiné à renforcer la capacité des affiliés de l'IE en Amérique latine en leur donnant les moyens de plaider en faveur de la mise en place de politiques éducatives soucieuses de préserver le droit des peuples autochtones à une éducation publique de qualité. En 2014, avec le soutien de l'affilié norvégien, l'IEAL a réuni neuf affiliés en vue de sensibiliser l'opinion publique à l'éducation des peuples autochtones, de formuler des propositions visant à inclure des programmes scolaires multiculturels et multilingues dans les politiques éducatives et de promouvoir une participation plus grande du personnel enseignant autochtone aux activités et à la direction des syndicats.

## ENSEIGNANT(E)S MIGRANT(E)S

L'IE a continué de plaider en faveur de la protection et de la pro-



motion des droits de l'ensemble des employé(e)s de l'éducation travaillant en dehors de leur pays d'origine. Un portail web dédié au personnel enseignant migrant a été lancé, contenant toute une série d'informations utiles pour les employé(e)s de l'éducation envisageant de travailler, ou qui travaillent déjà, à l'étranger, ainsi que pour les syndicats de l'éducation.

Le lancement de ce portail était accompagné de la publication d'une étude sur la migration du personnel enseignant, commanditée par l'IE auprès de son affilié américain AFT, présentant notamment une vaste enquête mondiale sur le personnel enseignant. Cette étude offre de nouvelles perspectives permettant de mieux comprendre la migration du personnel enseignant. Elle s'intéresse notamment aux exemples de bonnes pratiques et aux approches stratégiques fructueuses des syndicats, tout en proposant des recommandations concrètes pour défendre les droits du personnel enseignant migrant.

En Europe, le CSEE a participé aux réunions du réseau politique européen SIRIUS, dédié à l'éducation des enfants et des jeunes issu(e)s de la migration. Le réseau se charge de promouvoir et de multiplier les transferts de connaissances entre les parties prenantes, en vue d'améliorer l'éducation des enfants et des jeunes issu(e)s de la migration.

## SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES

En Afrique les affiliés ont formé une coalition internationale d'urgence pour répondre, non seulement à l'enlèvement de quelque 300 jeunes écolières au Nigeria, mais aussi à l'assassinat de 178 enseignant(e)s dans ce même pays. L'IE a collaboré avec l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) en vue de donner les moyens aux syndicats d'enseignants de mener des actions pour combattre et éradiquer la violence fondée sur le genre en milieu scolaire dans les pays d'Afrique orientale et méridionale.

Le Bureau régional Afrique de l'IE, son affilié nigérian, le Secrétaire général Fred van Leeuwen et l'Envoyé spécial des Nations Unies Gordon Brown, ont collaboré pour tenter de retrouver la trace des jeunes filles enlevées par Boko Haram et ont envoyé un appel urgent à l'ensemble des affiliés de l'IE, leur demandant de soutenir les organisations membres nigérianes.

En Europe, les affiliés ont apporté une contribution significative à la consultation concernant le nouveau Cadre stratégique de l'UE en matière de santé et de sécurité au travail, qui définit des instruments clés pour renforcer ces deux paramètres sur le lieu de travail, y compris dans le secteur de l'éducation.

Un partenariat mondial ayant pour objectif de mettre un terme à la violence fondée sur le genre en milieu scolaire a été créé en vue d'amener la communauté internationale à prendre des mesures fermes contre la violence, à définir des réponses concertées et à encourager la collecte de preuves permettant de suivre les tendances et d'améliorer les pratiques.

## ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ

L'IE préconise l'éducation à la citoyenneté mondiale, considérant les effectifs et les programmes scolaires de qualité comme des conditions indispensables à l'édification de sociétés pacifiques et durables. L'IE a organisé des conférences pour mettre en exergue la nécessité d'instaurer le dialogue et la compréhension entre les cultures et réaffirmer au travers de l'éducation les valeurs universelles que sont les droits humains, la paix, la démocratie et le respect mutuel.

## *Renforcer l'IE et ses organisations membres en vue de relever ces défis*

### **PRIORITÉ 5: Renforcer et mobiliser l'IE et ses organisations membres afin de répondre aux enjeux et priorités susmentionnés**

La campagne Uni(e)s illustre les efforts considérables qui sont consentis pour faire de l'IE un levier majeur capable de définir des politiques internationales en matière d'éducation. En soutenant et en renforçant le plaidoyer de ses organisations membres lorsqu'il s'agit de promouvoir la qualité des effectifs, des outils pédagogiques et des environnements scolaires, l'IE est non seulement parvenue à avoir un impact mondial au travers du processus post-2015, mais ses organisations membres ont désormais la capacité d'orienter leurs priorités au niveau national.

Associé au site existant « Education et crise », le nouveau site Uni(e)s a permis de faciliter l'engagement des affiliés et de soutenir la campagne via la publication d'informations, de nouvelles et d'exemples illustrant les bonnes pratiques, ainsi qu'au travers de la collaboration inhérente à cette initiative et de la mise à disposition de ressources à utiliser et à adapter au niveau national. Des activités ont été organisées sous la bannière de la campagne aux quatre coins de la planète, dans le cadre de la Semaine mondiale d'action et de la Journée mondiale des enseignant(e)s. Par ailleurs, 2013 a vu la création du réseau de syndicalisation de l'IE, permettant aux affiliés de partager des stratégies et des bonnes pratiques.

### **PERSONNEL DE SOUTIEN À L'ÉDUCATION**

La plupart des responsables syndicaux/ales en Amérique latine étant des enseignant(e)s, les syndicats ne répondent pas toujours aux besoins et revendications du personnel de soutien à l'éducation. En 2014, l'IEAL a conduit une enquête pour analyser la situation de cette catégorie d'employé(e)s dans les écoles de la région. Les résultats ont révélé que, dans la majorité des cas, les membres de cette catégorie professionnelle n'étaient pas affilié(e)s à des syndicats. Ne



pas affilier le personnel de soutien à l'éducation limite la capacité d'action politique des organisations membres de l'IE. En Amérique latine, notre affilié brésilien a défini une stratégie très précise pour répondre à ce problème, sur laquelle s'est basée l'IEAL pour développer sa propre stratégie destinée à promouvoir la syndicalisation de cette catégorie professionnelle ainsi que son affiliation à l'IE.

L'IE a intensifié ses efforts pour la mise en œuvre de la résolution sur le personnel de soutien à l'éducation, au travers d'un Groupe de travail créé par le 6e Congrès mondial. Ce dernier a formulé des lignes directrices tenant compte des spécificités de cette catégorie professionnelle et a publié une brochure dans ce cadre visant à sensibiliser les membres de l'IE, à relever le statut des employés de ce secteur, à reconnaître leur travail et à les mobiliser par le biais de campagnes stratégiques.

### **RECHERCHE**

En Afrique, le bureau régional a organisé des formations adressées aux enseignant(e)s, centrées sur les méthodologies appliquées dans le domaine de la recherche et sur les compétences requises pour mener leurs propres études au niveau national. Des recherches ont également été menées pour identifier les domaines caractérisés par un manque d'unité dans six pays africains, afin de pouvoir élaborer une stratégie destinée à aider les syndicats à promouvoir l'unité dans leurs rangs. Cette initiative a bénéficié du



soutien des affiliés suédois et norvégiens. D'un autre côté, l'IE a collaboré avec ses partenaires pour organiser une rencontre entre les collègues du Kenya issu(e)s de différents syndicats, en vue de discuter des thèmes de l'unité et de l'éducation de qualité.

Le statut et la syndicalisation du personnel de la recherche constituent la priorité d'un groupe de travail provisoire représentant les chercheurs/euses de l'enseignement supérieur en Europe. Créé par le Comité permanent de l'enseignement supérieur et de la recherche du CSEE, ce groupe de travail est chargé d'identifier les difficultés auxquelles se heurtent les organisations membres pour affilier le personnel de la recherche, et de proposer une liste de recommandations. Parmi les autres initiatives entreprises dans ce domaine, citons l'un des plus grands projet de recherche jamais menés sur le continent, visant à mieux comprendre les problèmes ayant une incidence sur la vie professionnelle des universitaires dans neuf pays et à soutenir les chercheurs/euses en début de carrière afin que leur soit accordé un statut d'employé et non d'étudiant.

Suite au lancement, en 2014, de l'Enquête internationale sur les enseignants, l'enseignement et l'apprentissage (TALIS), l'IE a commandité une étude mondiale sur les conclusions vues sous l'angle des enseignant(e)s. Au cours de l'année, l'IE a transmis à ses affiliés des analyses frappées d'embargo portant sur plusieurs études majeures publiées dans le domaine de la recherche, afin

de leur laisser le temps de les examiner, de les replacer dans leur contexte national et de préparer leur réponse. La réunion célébrant le 10e anniversaire du Réseau de recherche de l'IE s'est tenue à Bruxelles en avril et a accueilli des représentant(e)s du secteur de la recherche issu(e)s de près de 25 organisations membres.

## FONDS DE SOLIDARITÉ

Dans la région d'Asie-Pacifique, les partenaires de la coopération au développement ont déployé toute une série de programmes de recrutement et de développement des capacités pour les affiliés. De nouveaux modules et supports de formation ont été lancés dans certains districts par des personnes formées. Dans certaines régions, l'informatisation des affiliations et du système financier a donné lieu à une augmentation exponentielle du nombre de membres. Aux Philippines, tenter d'atteindre les familles et ami(e)s de plus de 7.300 victimes du plus violent typhon jamais observé s'est révélé un défi de taille. Les initiatives de l'IEAP ont visé en priorité l'aide à la réhabilitation humaine au travers de l'encadrement post-traumatique, de séminaires psychosociaux et d'ateliers pour les enseignant(e)s, les enfants et les dirigeant(e)s communautaires touché(e)s. Le programme pratique d'augmentation du revenu par le biais de formations en menuiserie, soudure, cosmétologie, etc., a permis d'encourager le respect de soi-même et a servi d'outil thérapeutique, outre les revenus engrangés.

En Amérique latine, la coopération Sud-Sud figure au rang des principales priorités pour les membres de l'IEAL. Notre affilié au Brésil a poursuivi sa collaboration avec les syndicats africains lusophones et renforce sa coopération avec les affiliés en Haïti, afin d'aider l'un des syndicats du pays à se reconstruire après la destruction de son siège, suite au tremblement de terre de 2010. Afin d'appuyer cette initiative, une délégation latino-américaine a organisé une visite dans le pays en mars et en juin. Le début des travaux est prévu en 2015.

Les partenaires de l'IE du Programme mondial Solidarité et Coopération au développement ont réexaminé le Document politique relatif à la coopération au développement, les diverses résolutions de l'IE sur les travaux de ce département et les projets de résolutions proposés pour le Congrès mondial de l'IE.

## Autres activités

### Autres points d'action reposant sur les résolutions du Congrès, le Programme général et le Budget

Alors que les activités présentées dans les chapitres précédents mettent en lumière les travaux liés au programme menés par l'IE, le chapitre ci-après concerne principalement la gouvernance de l'organisation et son fonctionnement général tout au long de l'année écoulée. Les points d'action mentionnés ici portent sur le fonctionnement des instances dirigeantes de l'organisation et sur les activités transversales, telles que le travail de communication.

### GOUVERNANCE

L'IE a tenu sa deuxième conférence pour la Structure interrégionale des pays arabes en Jordanie, qui a accueilli 52 délégué(e)s et 15 observateurs/trices issu(e)s d'organisations membres arabes, ainsi que des partenaires de la Coopération au développement. La Structure constitue un forum de consultation et d'échange d'idées entre les organisations membres de l'IE dans les pays arabes, offrant également des conseils et des recommandations à l'IE. La conférence comptait également des ateliers de développement des capacités centrés sur le recrutement et la rétention des jeunes enseignant(e)s, le développement de concepts liés à l'égalité des genres et la situation des syndicats en période de transition politique. Une résolution sur le droit à l'éducation de qualité et l'accès à l'enseignement dans les zones de conflit a été examinée et adoptée.

En 2014, l'Internationale de l'Éducation a accepté l'affiliation des organisations suivantes: *Confederación de trabajadores de educación urbana de Bolivia* (CTEUB/Bolivie), Syndicat national des formateurs de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (SYNAFETP-CI/Côte d'Ivoire), Union nationale des normaliens/normaliennes et éducatrices/éducatrices d'Haïti (UN-NOEH/Haïti), *General Union of Workers in Kindergarten and Private Schools* (GUWKPS/Palestine) et *Federación uruguaya de magisterio - trabajadoras de educación primaria* (FUM-TEP/Uruguay).

L'affiliation des organisations suivantes est arrivée à terme en 2014, en raison d'un défaut de paiement des cotisations durant trois années consécutives: SNEP/Bénin, FSEC-USTC/République centrafricaine, FEPDES/Nicaragua, NTTU/Thaïlande, FETRA-Enseñanza/Venezuela.

### DEUX SYNDICATS - NTEU/AFRIQUE DU SUD ET SNEP-FSU/FRANCE - SE SONT RETIRÉS DE L'INTERNATIONALE DE L'ÉDUCATION EN 2014

Le Bureau exécutif s'est réuni une seule fois et a invité les organisations membres à consulter les principaux documents politiques avant les discussions prévues au Congrès mondial de 2015. Le Bureau exécutif a également adopté une proposition prévoyant une seconde phase de la campagne Uni(e)s et le lancement, dans le cadre de celle-ci, d'une initiative mondiale visant à lutter contre la privatisation et à la commercialisation de l'éducation. Après avoir évoqué «les plaies ouvertes du conflit israélo-palestinien», le Bureau exécutif a décidé de reformer le Comité consultatif pour le Moyen-Orient, chargé de fournir des conseils sur les moyens de promouvoir le dialogue entre les affiliés basés dans cette région.

Une conférence régionale adressée aux organisations membres dans la région Amérique du Nord et Caraïbes a été organisée en février. La Conférence régionale africaine, prévue initialement à Nairobi au Kenya en automne 2014, a dû être reportée au mois de février 2015 en raison de l'épidémie d'Ebola. L'IE a soutenu les efforts déployés par ses organisations membres dans les pays les plus touchés par le virus, au travers de programmes de formation.

En 2014, au niveau européen, le Comité du CSEE s'est réuni à deux occasions, tandis que les comités régionaux pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine ont, quant à eux, organisé une réunion chacun. Une Conférence régionale pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes s'est tenue en février à Montego Bay, en Jamaïque.

## COMMUNICATIONS

Le volet communication constitue une activité transversale de l'IE visant à diffuser son message et à faire connaître ses initiatives via tous les canaux mis à sa disposition. En 2014, l'essentiel des activités de l'Unité de Communication était centrée sur le développement et la mise en œuvre de la campagne Uni(e)s.

Outre la mise en place stratégique du site Uni(e)s, principal canal de communication de la campagne, l'Unité a collaboré avec des militant(e)s et des affiliés chargés de la communication à travers le monde. Quatre-vingt organisations réparties dans 61 pays ont organisé 391 événements dans le cadre de la campagne Uni(e)s tout au long de l'année, la plupart utilisant des ressources conçues, réalisées et distribuées par l'IE.

Parmi les activités de portée significative, citons la diffusion en vidéo de messages en faveur de l'éducation de qualité, en provenance du monde entier. Les autorités éducatives, les partenaires de l'IE et les enseignant(e)s ont publié des messages vidéo de courte durée, utilisés pour promouvoir la campagne. Une application spécifique a été créée à cette fin, permettant de communiquer à partir d'un smartphone ou d'autres appareils mobiles avec les millions de personnes vivant dans les pays en développement et utilisant principalement des smartphones.

Une conférence à mi-parcours de la campagne, organisée au Canada, a généré un nombre de réponses sans précédent sur Twitter, totalisant plus de 3 millions de mentions et retweets. Afin de marquer le premier anniversaire de la campagne Uni(e)s, plusieurs événements phares ont amené la Présidente et le Secrétaire général de l'IE à se rendre dans six pays sur six continents en l'espace de deux semaines. La campagne a permis de mettre en exergue le plaidoyer de l'IE et de porter ses revendications dans l'enceinte des Nations Unies et auprès des dirigeant(e)s de la planète, tout en préparant le terrain pour le vote de 2015, qui marquera l'adoption du texte final du nouveau programme mondial pour le développement.

Parallèlement à ce que l'IE considère comme étant la mobilisation mondiale la plus réussie de toute son histoire, l'Unité de Communication a contribué à maintenir la visibilité de l'organisation

dans le cadre de toute une série de thématiques et d'actions de plaidoyer. L'unité a publié 376 articles sur le site de l'IE à l'adresse [www.ei-ie.org](http://www.ei-ie.org), le principal canal de communication entre l'organisation et ses affiliés, le personnel de l'éducation et le grand public. Parmi les sites et outils spécifiques qui ont été créés ou améliorés, notons ceux élaborés en prévision du Congrès mondial de 2015 ou destinés à certaines réunions régionales, le lancement d'applications mobiles pour les conférences d'importance majeure, ou encore, le développement de sites et de matériel électronique spécifiques pour les événements annuels tels que la Semaine mondiale d'action, la Journée mondiale contre le travail des enfants, la Journée mondiale contre le sida et la Journée mondiale des enseignant(e)s.

L'IE en est déjà à la publication du 44e numéro de son magazine Mondes de l'Éducation, désormais disponible en ligne, et l'organisation veille non seulement à maintenir sa présence sur les plates-formes de référence, telles que Facebook, Twitter, YouTube et Flickr, mais également à toucher son public cible au travers de réseaux sociaux plus récents comme Google+, Pinterest et Tumblr. L'unité a en outre lancé un nouveau bulletin d'information électronique adressé aux militant(e)s, contenant des nouvelles concernant des campagnes spécifiques, venant s'ajouter à la demi-douzaine d'autres bulletins déjà envoyés à près de 50.000 membres et affiliés de l'IE.

En décembre, l'IE a créé une section réservée aux pays arabes sur son portail web, mise à jour régulièrement avec des informations régionales et d'autres nouvelles et annonces pertinentes de l'organisation. Par ailleurs, l'IE a traduit plusieurs de ses politiques et autres documents en arabe, notamment le Document politique sur l'éducation, la brochure sur les droits syndicaux, le Plan d'action pour l'égalité des genres et la Déclaration «Les établissements scolaires doivent être des havres de paix».

En novembre, le CSEE a lancé son nouveau site Internet, tandis que l'IEAL a réalisé, en 2014, six vidéos et diffusé trois publications, contribuant ainsi aux informations régulièrement diffusées par les médias pour défendre l'équité et la justice sociale par le biais de l'éducation de qualité, publique et gratuite, pour tou(te)s les élèves dans tous les pays.



## 3. Rapport financier

Nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire de l'Association Internationale de l'Education. En tant que commissaire, nous devons faire rapport au Congrès Mondial de l'Association Internationale de l'Education en 2015.

Ce rapport inclut notre opinion sur le bilan consolidé au 31 décembre 2014, le compte de résultat consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 et les annexes (formant ensemble les «Comptes Consolidés») ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

### **Attestation sans réserve des états financiers**

Nous avons procédé au contrôle des Comptes Consolidés de l'Association Internationale de l'Education (la «Société») et de Etuce pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, établis à l'attention du Congrès Mondial de l'association Internationale de l'Education. La présentation de ces états financiers n'est pas soumise au référentiel comptable applicable en Belgique.

Dans ces états financiers consolidés, le bilan présente un total de € 10.133.498 et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de € 11.495.

### *Responsabilité des gestionnaires et du conseil d'administration dans l'établissement et la présentation sincère des états financiers*

L'établissement de ces états financiers consolidés relève de la responsabilité des gestionnaires et du conseil d'administration. Cette responsabilité comprend: la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### *Responsabilité du commissaire*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion à propos de ces états financiers consolidés sur base de notre contrôle. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les Comptes Consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre relève du jugement du commissaire, y compris l'évaluation des risques que les Comptes Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du groupe relatif à l'établissement des états financiers consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit et nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### *Opinion sans réserve*

A notre avis, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2014 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble consolidé, ainsi que de ses résultats consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable appliqué par l'Association Internationale de l'Education.

### **Mentions et informations complémentaires**

Dans le cadre de notre audit et conformément à la norme complémentaire applicable émise par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises comme publié au Moniteur Belge en date du 28 août 2013 (la «Norme Complémentaire»), notre responsabilité est d'effectuer certaines procédures, dans tous les aspects significatifs, sur le respect de certaines obligations légales et réglementaires, comme défini par la Norme Complémentaire.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport les mentions et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des états financiers:

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Les états financiers sont présentés selon un format spécifique appliqué par l'Association Internationale de l'Education.
- Les règles comptables mises en application lors de la préparation de ces états financiers à vocation spéciale sont conformes à celles appliquées dans les exercices antérieures.
- Le présent rapport est destiné uniquement à titre d'information et d'usage par le Congrès Mondial de l'association Internationale de l'Education. Il ne peut faire l'objet d'emploi par toute autre partie sans notre accord écrit au préalable.

Nous avons également procédé au contrôle des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, 2012 et 2013 pour lesquels nous avons émis, chaque année, un rapport d'audit statutaire intermédiaire. Ces rapports sont présentés à la Direction Générale de l'Association Internationale de l'Education.

Ernst & Young Réviseurs d'entreprises SCCRL  
Auditeur statutaire représenté par  
**Herman Van den Abeele**  
Associé

## Revenus et Dépenses 2011-2014

Programmes	ACTIVITÉS DU PROGRAMME	2011	2012	2013	2014
<b>Priorité 1</b>					
Activités			396.216	589.878	638.485
<b>Sous-total</b>			<b>396.216</b>	<b>589.878</b>	<b>638.485</b>
<b>Priorité 2</b>					
Activités			102.067	59.380	64.753
<b>Sous-total</b>			<b>102.067</b>	<b>59.380</b>	<b>64.753</b>
<b>Priorité 3</b>					
Activités			118.868	89.283	87.522
<b>Sous-total</b>			<b>118.868</b>	<b>89.283</b>	<b>87.522</b>
<b>Priorité 4</b>					
Activités			184.841	201.680	164.183
<b>Sous-total</b>			<b>184.841</b>	<b>201.680</b>	<b>164.183</b>
<b>Priorité 5</b>					
Activités			502.975	365.487	371.757
<b>Sous-total</b>			<b>502.975</b>	<b>365.487</b>	<b>371.757</b>
<b>Sous-total Activités du programme</b>		<b>949.403</b>	<b>1.304.967</b>	<b>1.305.708</b>	<b>1.326.699</b>
<b>Autres programmes</b>					
Information et communications		183.737	223.498	229.254	361.411
Autres		80.000	82.278	91.157	103.808
<b>Sous-total</b>		<b>263.737</b>	<b>305.775</b>	<b>320.411</b>	<b>465.219</b>
<b>Total Activités du programme</b>		<b>1.213.140</b>	<b>1.610.742</b>	<b>1.626.119</b>	<b>1.791.918</b>
GOUVERNANCE		2011	2012	2013	2014
<b>Instances mondiales</b>					
Congrès mondial 2015		856.642	560.000	470.000	850.000
Réunions du Bureau exécutif et du Bureau restreint		277.883	205.000	210.000	209.000
Dépenses spéciales de la Présidente		25.000	25.000	25.250	25.503
Comité d'experts sur les affiliations		15.059	30.000	0	0
Comité d'audit		0	9.001	8.102	4.574
<b>Sous-total</b>		<b>1.174.584</b>	<b>829.001</b>	<b>713.352</b>	<b>1.089.077</b>
<b>Instances régionales, sous-régionales et autres</b>					
Conférences régionales et Comité régional Afrique		32.898	90.000	89.000	99.000
Conférences régionales et Comité régional Asie-Pacifique		37.881	90.000	85.000	97.000
Conférences régionales et Comité régional Amérique latine		83.259	90.000	65.000	79.000
Amérique du Nord et Caraïbes		571	30.000	20.000	20.955
Pays arabes Comité interrégional		0	0	30.000	30.000
Asie du Sud (STF)		24.068	20.000	10.000	10.000
Pacifique (COPE)		10.000	10.000	10.100	10.000
Caraïbes (CUT)		20.000	20.000	46.000	46.000
<b>Sous-total</b>		<b>208.677</b>	<b>350.000</b>	<b>355.100</b>	<b>391.955</b>
<b>Autres dépenses relatives à la gouvernance</b>					
Missions et consultations		250.760	268.701	238.883	268.017
<b>Sous-total</b>		<b>250.760</b>	<b>268.701</b>	<b>238.883</b>	<b>268.017</b>
<b>Total Gouvernance</b>		<b>1.634.021</b>	<b>1.447.700</b>	<b>1.307.335</b>	<b>1.749.049</b>

ADMINISTRATION	2011	2012	2013	2014
<b>Siège</b>				
Location et frais d'entretien des locaux		597.322	640.642	635.564
Informatique et communication		268.256	277.568	251.642
Autres dépenses de bureaux		51.078	41.647	40.755
Frais de réunions et de transport		167.040	135.643	113.473
Assurances et frais juridiques		169.602	121.815	105.951
<b>Sous-total</b>	<b>1.347.852</b>	<b>1.253.299</b>	<b>1.217.314</b>	<b>1.147.348</b>
<b>Bureaux Régionaux</b>				
Accra, Ghana	163.825	145.670	134.506	136.990
Ajustement Bureau régional d'Afrique	124.572	0	0	0
Kuala Lumpur, Malaisie	103.496	111.144	109.346	130.265
San Jose, Costa Rica	102.232	121.484	123.456	125.000
Caraïbes	37.765	44.007	0	0
Nyon, Suisse	28.208	0	0	0
Beyrouth, Liban	0	0	34.437	30.005
<b>Sous-total</b>	<b>560.098</b>	<b>422.306</b>	<b>401.655</b>	<b>422.259</b>
<b>Autres</b>				
Provision pour risques (1%)	0	92.947	95.062	27.275
<b>Total Administration</b>	<b>1.907.950</b>	<b>1.768.551</b>	<b>1.714.031</b>	<b>1.596.882</b>
<b>SALAIRES ET SERVICES</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Salaires et services	5.009.891	4.495.482	4.773.701	4.929.500
Formation, frais divers liés au personnel	0	54.938	30.225	54.778
Frais salariaux extraordinaires	62.157	309.657	316.512	0
<b>Total Salaires et services</b>	<b>5.072.048</b>	<b>4.860.077</b>	<b>5.120.438</b>	<b>4.984.279</b>
<b>Sous-total IE</b>	<b>9.827.159</b>	<b>9.687.071</b>	<b>9.767.923</b>	<b>10.122.128</b>
<b>Dépenses supplémentaires</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>
Fonctionnement CSEE	1.237.436	1.343.492	1.498.275	1.888.710
Fonctionnement IERAF	14.359	11.444	17.620	23.752
<b>Sous-total CSEE / IERAF</b>	<b>1.251.795</b>	<b>1.354.936</b>	<b>1.515.895</b>	<b>1.912.462</b>
<b>Total Dépenses consolidées</b>	<b>11.078.954</b>	<b>11.842.007</b>	<b>11.283.818</b>	<b>12.034.590</b>
<b>REVENUS NETS</b>	<b>134.754</b>	<b>60.148</b>	<b>21.652</b>	<b>11.495</b>



**5<sup>oct</sup> Journée mondiale des enseignants**

**Ajoutez votre voix en soutien à l'éducation de qualité!**

**Lors de la Journée mondiale des enseignant(e)s, envoyez votre message via [www.5oct.org](http://www.5oct.org)**

**Par courriel** [wtd@ei-ie.org](mailto:wtd@ei-ie.org)    **Par tweet** [#unite4ed](https://twitter.com/unite4ed)    **Par texto** [+32 473 535 735](tel:+32473535735)



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación  
Bildungsinternationale

© Frederik Destree (IE)



**UNI(E)S POUR L'ÉDUCATION**  
Une éducation de qualité pour un monde meilleur



[www.unite4education.org](http://www.unite4education.org)

© Frederik Destree (IE)

## 4. Aperçu des publications

### LISTE DES PUBLICATIONS DE L'IE EN 2014

#### Magazines

- Monde de l'Éducation n°43 EN/ES/FR
- Monde de l'Éducation n°44 EN/ES/FR

#### Rapport annuel 2013 EN/ES/FR

#### Etudes

- Guide du Sommet international sur la profession enseignante 2014 EN/FR
- Guide de la 2e Conférence mondiale des femmes de l'EI EN/ES/FR
- Guide de la Conférence «Uni(e)s» de Montréal EN/FR
- *Reader: NYC Unite Culmination Event* EN
- Manuel pratique: Enseignants et syndicats de l'éducation: éradiquer le travail des enfants EN/ES/FR
- *Research Study: Teaching around the world: What can TALIS tell us?*, de L. Darling-Hammond & D. Burns EN

- *Research Study: Getting Teacher Migration & Mobility Right*, de M.L. Caravatti, S. McLeod Lederer, A. Lupico et N. Van Meter EN
- Justice fiscale: Guide de ressources à l'attention des syndicats de l'éducation Unions EN/ES/FR
- Outil de plaidoyer pour les enseignant(e)s de l'IE et de l'UNESCO EN/ES/FR
- *G7: Strengthening the global network - Unite for Quality Education insert* EN
- *G20: Generating global growth - An open letter from the world's teachers* EN
- *OECD Yearbook: Resilient economies, inclusive societies - Unite for Quality Education insert* EN
- *United Nations Global Development Goals: Partnerships for progress - Unite for Quality Education insert* EN

## Europe

- Rapport du séminaire du CSEE: Promouvoir l'égalité des genres au sein des syndicats et de la profession enseignante en période d'austérité EN/FR

- Rapport de la Conférence de clôture: Mettre en œuvre et renforcer les actions syndicales pour l'égalité des genres en période d'austérité EN/FR
- La promotion de l'égalité des genres au sein des syndicats d'enseignants et de la profession enseignante - Mise en œuvre et renforcement des actions des syndicats d'enseignants en période d'austérité DE/EN/ES/FR/RU
- *ETUCE Survey Report: Gender Equality in Education Trade Unions in Times of Austerity (2014)* EN
- Promouvoir les potentiels du dialogue social sectoriel européen pour l'éducation en relevant de nouveaux défis et en approfondissant les expériences et les connaissances CR/EN/FR/LT/RO/SK/SL

## Amérique latine

- *Latin America Memoria Segundo Encuentro Pedagógico 2014* ES
- *Segunda edición de RED: políticas públicas, espacios e incidencias 2014* ES
- *La escuela como espacio educativo integral. Funcionarios, profesionales, técnicos y administrativos de la educación* ES

# 5. Liste du Bureau exécutif et du personnel

## Présidente

Susan HOPGOOD AEU/Australie

## Vice-président(e)s

Irene DUNCAN-ADANUSA GNAT/Ghana

Juçara DUTRA VIEIRA CNTE/Brésil  
(Vacant)

Eva-Lis SIRÉN Lärarförbundet/Suède

Dennis VAN ROEKEL NEA/Etats-Unis

## Secrétaire général

Fred VAN LEEUWEN AOb/Pays-Bas

## Sièges régionaux, Afrique

Mugwena MALULEKE SADTU/Afrique du Sud

Marième SAKHO DANSOKHO SYPROS/Sénégal

## Sièges régionaux, Asie-Pacifique

Lok YIM PHENG NUTP/Malaisie

Ryosuke KATO JTU/Japon

## Sièges régionaux, Europe

Slawomir BRONJARZ ZNP/Pologne

Ragnhild LIED UEN/Norvège

## Sièges régionaux, Amérique latine

Maria Teresa CABRERA ULLOA ADP/République dominicaine

(Vacant)

## Sièges régionaux, Amérique du Nord et Caraïbes

Emily NOBLE CTF-FCE/Canada

Randi WEINGARTEN AFT/Etats-Unis

## Sièges ouverts

Margaret RWABUSHAIJA UNATU/Ouganda

José CAMPOS TRUJILLO FECCOO/Espagne

Laurent ESCURE UNSA-Ed./France

Davanand SINANAN T&TUTA/Trinité-et-Tobago

Grahame McCULLOCH NTEU/Australie

Abdelaziz MOUNTASSIR SNE-FDT/Maroc

Luis GRUBERT IBARRA FECODE/Colombie

Daniel B. LAFRENIÈRE CSQ/Canada

Patrick ROACH NASUWT/Royaume-Uni



**Equipe dirigeante**

David EDWARDS  
Haldis HOLST  
Charlie LENNON

**Unité des Finances**

Kristel BERGHMANS  
Roger JONCKEER  
Olivier ODERMATT  
Stéphane PONSARD  
Hery RIVOSON

**Unité de la Communication**

Claude CARROUÉ  
Frédéric DESTRÉE  
Andrew KING  
Timo LINSSENMAIER  
Helena SCHULZ

**Unité des Services administratifs**

Odette GREEN  
Jean Paul GUTIERREZ  
Petra GWYN-JONES  
Ahmad KHALIL  
Serge KIKANGALA  
Abigail MOKRA  
Edwin PIJMAN  
Duncan SMITH  
Wim THOMAERE  
Raphäel VAN WOENSEL

**Unité de la Gouvernance**

Petra GWYN-JONES  
Duncan SMITH

**Unité des Programmes de Solidarité et Développement**

Nicolás RICHARDS

**Unité de la Recherche**

Guntars CATLAKS  
Mireille DE KONING

**Unité de l'Éducation et de l'Emploi**

Udraa BATSUKH  
Jefferson BERRIEL-PESSI  
Dennis SINYOLO  
Antonia WULFF

**Unité des Droits humains et syndicaux et de l'Égalité**

Dalila EL BAHRMI  
Madeleine KENNEDY MACFOY  
Jérémie MAGERMANS  
Dominique MARLET  
Rebeca SEVILLA

**BUREAUX RÉGIONAUX****Afrique (Accra)**

Richard ETONU ERINGU  
Enmanuel FATOMA  
Assibi NAPOE

**Asie-Pacifique (Kuala Lumpur)**

Rey DOLOT  
Pathma KRISHNAN  
Sagar Nath PYAKURYAL  
Govind SINGH  
Shashi Bala SINGH

**Europe (Bruxelles - CSEE)**

Oumnia AIDI  
Victor BELAUD  
Paola CAMMILLI  
Susan FLOCKEN  
Louise HOJ LARSEN  
Agnes ROMAN  
Martin RØMER  
Alexandra RÜDIG  
Danielle VERSCHUEREN

**Amérique latine (San José)**

Mar CANDELA  
Comberthy RODRIGUEZ

**Pays arabes (Beyrouth)**

Huda KHOURY  
Amani NEHME

**COORDINATION DE PROJETS****Asie**

Aloysius MATHEWS

**Asie centrale**

Jerome FERNANDEZ

**Femmes**

Anaïs DAYAMBA

**EPE**

Pedi ANAWI

**CONSULTANT(E)S ET CONSEILLERS/ERES SPECIAUX/ALES****Consultants Senior**

John BANGS  
Monique FOUILHOX

**Education et Emploi**

Richard LANGLOIS

**Consultants**

David DORN  
Samuel GRUMIAU  
Steve SNIDER

# Contacts

## Siège

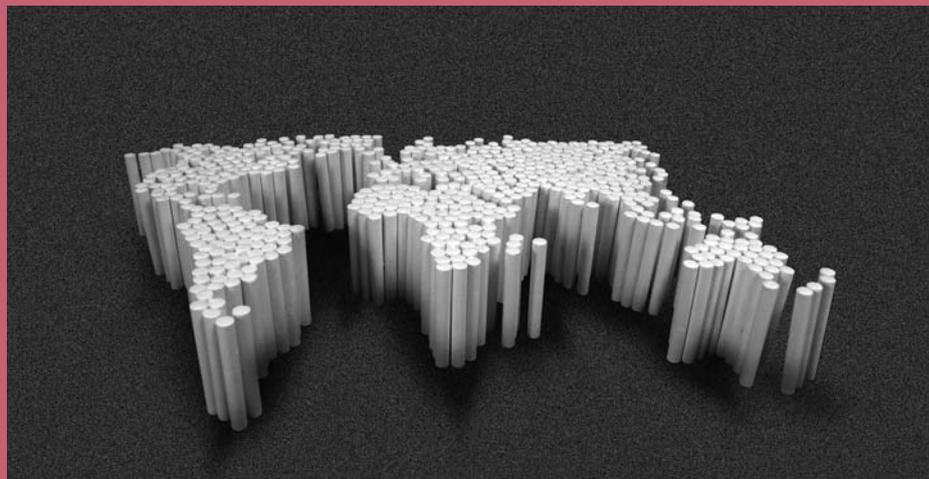
Internationale de l'Éducation  
5, Bd du Roi Albert II  
1210 Bruxelles, Belgique  
Tél. +32-2 224 06 11  
headoffice@ei-ie.org

## IE Afrique

Education International  
24 Tambo Street, East Legon,  
DTD 216, Accra, Ghana  
Tél. +233-21 501 200  
eirafoffice@ei-ie.org

## IE Amérique latine

Education International  
Barrio González Lahmann,  
Calle 23 bis, Edificio Tenerife Oficina #2  
San José, Costa Rica  
Tél. +506 22 23 77 97  
america.latina@ei-ie-al.org



© Frederik Destree (IE)

## IE Asie-Pacifique

Education International  
53-B Jalan Telawi Tiga, Bangsar Baru,  
59100 Kuala Lumpur, Malaysia  
Tél. +60-32 28 42 140  
eiap@eduint.com.my

## COPE

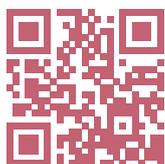
(Council of Pacific Education)  
Government Buildings  
PO Box 2592, Suva, Fiji  
cope@connect.com.fj

## CSEE (IE Europe)

Education International  
5, Bd du Roi Albert II,  
1210 Bruxelles, Belgique  
Tél. +32-2 224 06 91  
secretariat@csee-etuze.org

## IE Pays arabes

Education International  
Jal El Dib Inner Road  
MGM bldg. – 10<sup>th</sup> floor  
Jal El Dib, Lebanon  
Tél. +961-3 13 73 63  
huda.khoury@ei-ie.org



<http://www.ei-ie.org>



Education International  
Internationale de l'Éducation  
Internacional de la Educación